



L'Observatoire
du Crédit et
de l'Endettement

Newsletter Novembre 2019



Observatorium
voor Krediet en
Schuldenlast

Nieuwsbrief November 2019

Sommaire

- 1) [Notre colloque](#)
- 2) [Nos formations](#)
- 3) [Nos analyses et études](#)
- 4) [Actualité](#)
- 5) [Echos du Crédit et de l'Endettement](#)
- 6) [Au Moniteur](#)
- 7) [Au Parlement](#)
- 8) [Jurisprudence](#)
- 9) [Prévention du surendettement](#)

Samenvatting

- 1) [Ons colloquium](#)
- 2) [Nos formations](#)
- 3) [Nos analyses et études](#)
- 4) [Actualiteit](#)
- 5) [Echos du Crédit et de l'Endettement](#)
- 6) [In het Belgische Staatsblad](#)
- 7) [In het Parlement](#)
- 8) [Jurisprudentie](#)
- 9) [Preventie van schuldenlast](#)

XXIX^{ème} colloque

Se loger, à quel prix ?

L'Observatoire
du Crédit et
de l'Endettement

Jeudi 30 janvier 2020

Auditorium de la Banque nationale

Bruxelles

L'accès à un logement décent est un droit fondamental. Il peut néanmoins amener certains ménages à des situations financières difficiles, voire au surendettement.

Dans quelle mesure le logement et ses charges grèvent-ils le budget des ménages ? Ce poids sera-t-il encore supportable dans le futur ? Quel avenir pour les ménages à risque ? ... Autant de questions qui seront abordées au travers de 4 thématiques : l'impact du coût du logement sur le budget des ménages, l'accès au logement, les charges au regard de la qualité et des équipements du logement et les alternatives en termes de coûts.

Des orateurs de disciplines différentes issus du monde académique et d'associations de terrain apporteront un éclairage sur ces questions et proposeront des recommandations et des pistes de solution.

Le programme et les détails pratiques seront communiqués prochainement.

Avocats OBFG : 6 points de formation

Une demande de points a été introduite pour les avocats OVB et auprès du Centre d'expertise juridique social pour les huissiers de justice. Une demande de prise en charge par l'Institut de Formation Judiciaire a également été introduite.

[Cliquez sur ce lien pour vous inscrire](#)

**SAVE THE
DATE**

XXIXde colloquium

Wonen, tegen welke prijs ?



Observatorium
voor Krediet en
Schuldenlast

Donderdag 30 januari 2020
Auditorium van de Nationale Bank
Brussel

Toegang tot behoorlijke huisvesting is een grondrecht. Wonen kan voor sommige huishoudens echter leiden tot problematische financiële situaties en zelfs tot overmatige schuldenlast.

Hoe zwaar wegen huisvesting en de bijbehorende lasten op het budget van huishoudens? Zal die last in de toekomst nog draaglijk zijn? Hoe ziet de toekomst eruit voor kwetsbare huishoudens? ... Al die vragen komen aan bod via 4 thema's: de impact van de kosten van huisvesting op het budget van huishoudens, toegang tot huisvesting, lasten voor kwaliteit en uitrusting van woningen en alternatieven in termen van kosten.

Sprekers van verschillende academische disciplines en van middenveldorganisaties laten hun licht schijnen op deze kwesties en stellen aanbevelingen en mogelijke oplossingen voor.

Het programma en de praktische details volgen binnenkort.

[Klik op deze link om U in te schrijven](#)

Nos formations



L'Observatoire du Crédit et de l'Endettement a le plaisir de vous proposer son programme de formation organisé en 2020.

Cliquez sur les liens pour accéder aux descriptifs des formations et aux bulletins d'inscription. Attention, le nombre de places est limité.



Formation spécialisée à la médiation de dettes pour les travailleurs sociaux

Dates et lieux :

Charleroi : 10/02, 14/02, 18/02, 21/02, 03/03, 09/03, 16/03, 26/03

Namur : 22/04, 27/04, 04/05, 07/05, 13/05, 15/05, 27/05, 03/06

Liège : 14/09, 16/09, 22/09, 28/09, 01/10, 05/10, 09/10, 21/10

Namur : 08/10, 13/10, 16/10, 20/10, 26/10, 30/10, 16/11, 20/11

Formation spécialisée à la médiation de dettes pour les juristes et les avocats

Dates et lieux :

Liège : 24/04, 30/04, 05/05, 11/05, 20/05, 28/05

Charleroi : 18/09, 23/09, 29/09, 07/10, 12/10, 23/10

Points Avocats.be

La formation complète est agréée à concurrence de 36 points. Chaque journée de formation (module de 6h) est agréée à concurrence de 6 points.

Formation à la guidance budgétaire et à la gestion budgétaire – connaissance de la déontologie d'un travailleur social

Dates et lieu :

Namur : 9/09 et 25/09

Formations continues

A propos du règlement collectif de dettes

FC 1 - RCD : Actualités jurisprudentielles et problèmes juridiques particuliers

Durée : 6 heures

Dates et lieux : Liège 9/11 ou Namur 7/12

 6 points

FC 2 - RCD : Le sort de l'immeuble

Durée : 6 heures

Dates et lieux : Liège 15/10 ou Charleroi 23/11

 6 points

FC 3 - Comment rédiger efficacement une requête en règlement collectif de dettes ?

Durée : 6 heures

Dates et lieux : Namur 17/03 ou Tournai 7/09

 6 points

FC 4 – RCD : Les conséquences juridiques pour les membres du ménage, le conjoint ou le cohabitant non requérant, la caution ...

Durée : 3 heures

Dates et lieux : Charleroi 21/04 ou Liège 16/06 ou Namur 2/10

 3 points

FC5 - RCD : Quand les aléas de la vie de famille impactent le règlement collectif de dettes !

Durée : 3 heures

Dates et lieux : Namur 18/05 ou Charleroi 11/06 ou Liège 10/09

 3 points

À propos des indépendants



FC6 - Comprendre les droits et les obligations qui pèsent sur le travailleur indépendant et les démarches en cas de difficultés financières

Durée : 3 heures

Dates et lieux : Namur 10/03 ou Tournai 28/04 ou Liège 15/09

Points Avocats.be

3 points

FC 7 - Réorganisation judiciaire, faillite, règlement collectif de dettes : comprendre les objectifs, les différences et les particularités de ces procédures

Durée : 3 heures

Dates et lieux : Tournai 8/06 ou Namur 1/12

Points Avocats.be

3 points

FC8 - Un agriculteur est dans une situation de surendettement : que faire ?

Durée : 3 heures

Date et lieu : Charleroi 30/11

À propos du droit civil

FC 9 - Actualités législatives et jurisprudentielles

Durée : 3 heures

Dates et lieux : Namur 13/11 ou Liège 4/12

Points Avocats.be

3 points

À propos du crédit

FC 10 : Les défauts de paiement en matière de crédit à la consommation et de crédit à finalité immobilière

Durée : 3 heures

Dates et lieux : Tournai 7/05 ou Namur 5/06



FC 11 : Le crédit social accompagné : Pour qui ? Pour quels projets ? Comment ?

Durée : 3 heures

Dates et lieux : Charleroi 23/03 ou Liège 20/04 ou Namur 17/09



FC 12 : Le crédit hypothécaire social : Pour qui ? Pour quels projets ? Comment ?

Durée : 3 heures

Dates et lieux : Liège 24/03 ou Charleroi 6/10 ou Namur 3/04

À propos des dettes fiscales



FC 13 : Recouvrement de dettes fiscales et non fiscales : le point sur les procédures de recouvrement du SPF Finances

Durée : 6 heures

Dates et lieux : Charleroi ou Namur ou Liège ou Tournai (dates à confirmer)



FC 14 : La fiscalité du logement et de la famille

Durée : 6 heures

Dates et lieux : Charleroi ou Namur ou Liège (dates à confirmer)

À propos des huissiers de justice

FC 15 : Décomptes d'huissier de justice : analyses et contestations

Durée : 6 heures

Dates et lieux : Tournai 31/03 ou Namur 21/09 ou Liège 27/10

À propos du budget



FC 16 : Le budget : Objectif économies !

Durée : 3 heures

Dates et lieux : Namur 22/10 ou Charleroi 29/10 ou Liège 16/11

À propos de la médiation de dettes



FC17 : Au cœur du service de médiation de dettes : obligations, inspection et secret professionnel

Durée : 3 heures

Dates et lieux : Charleroi 29/04 ou Namur 2/03 ou Liège 2/04 ou Tournai 16/03

Aspects relationnels de la médiation de dettes



FC 18 - Entre l'empathie et l'exaspération, comment rester objectif ?

Durée : 6 heures

Dates et lieux : Liège 19/03 ou Charleroi 12/11

FC 19 - Communication efficace

Durée : 6 heures

Dates et lieux : Namur 23/04 ou Tournai 27/11

FC 20 – Objectif autonomie !

Durée : 6 heures

Dates et lieux : Charleroi 2/03 ou Tournai 4/06



FC21 : Agressivité, insulte, violence, pression...Comment faire face aux comportements problématiques des usagers ?

Durée : 6 heures

Dates et lieux : Charleroi 26/05 ou Liège 19/10



FC22 – Confiance en soi, estime de soi : les développer pour soi et pour les autres

Durée : 6 heures

Dates et lieux : Liège 18/05 ou Namur 24/09

Formation à l'animation d'un groupe d'appui à la prévention du surendettement



Module 1 : Initiation à la communication verbale et non verbale

Durée : 6 heures

Date et lieu : Namur 29/05



Module 2 : Echanges d'outils et bonnes pratiques pour l'animation des groupes d'appui

Durée : 3 heures

Date et lieu : Namur 9/06

L'OBSERVATOIRE DU CRÉDIT ET DE L'ENDETTEMENT



OFFRE DE FORMATIONS PERSONNALISÉES

À DESTINATION DES SERVICES DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES OU SERVICES SOCIAUX DES ENTREPRISES ET DES SERVICES PUBLICS

RCD en cas d'insolvabilité: une piste à emprunter?

Pour répondre à la question « *Le règlement collectif de dettes peut-il leur apporter une solution pour améliorer leur situation ?* », l'Observatoire du crédit et de l'endettement a fait le tour des tribunaux et a recensé la jurisprudence traitant de cette problématique. La situation est finalement plus nuancée qu'il n'y paraît de prime abord. [Pour lire l'article.](#)

Cet article a été publié dans le n°63 des Echos du Crédit et de l'Endettement.

Actualité – Actualiteit

Stop aux arnaques !

Le **SPF Finances** met en garde contre des SMS frauduleux qui circulent actuellement.

Ces SMS vous demandent de rembourser une prétendue dette envers le SPF Finances.

Ne répondez jamais à de telles demandes ! Le SPF Finances ne vous réclamera jamais de paiement via un SMS !

Si vous avez reçu des SMS de ce type, vous pouvez le signaler sur pointdecontact.belgique.be.

Vous voulez vérifier si vous avez une dette envers le SPF Finances ? Rendez-vous sur www.myminf.be > Mes paiements



Stop bedrog !

De FOD Financiën waarschuwt voor frauduleuze sms'en die recent de ronde doen. Daarin vraagt men je om een zagezegde schuld aan de FOD Financiën af te lossen.

Ga nooit in op dat soort vragen! De FOD Financiën zal je nooit per sms vragen om een betaling te doen!

Wil je nagaan of je een schuld hebt bij de FOD Financiën? Surf naar www.myminf.be > Mijn betalingen

Vous en avez assez d'être démarché par téléphone ? Réagissez !

Vous ne comptez plus les appels intempestifs et sans fin des bureaux de marketing qui tentent de vous vendre leurs produits ? Vous collectionnez les excuses pour vous en débarrasser ? Mettez-y fin dès aujourd'hui en vous inscrivant sur [la liste « Ne m'appellez plus »](#). Les entreprises de marketing seront alors tenues de retirer votre numéro de téléphone et votre nom de leurs listes de contact. Si malgré votre inscription, certaines entreprises continuent de vous démarcher par téléphone, vous pouvez le signaler au [Point de contact](#) fédéral du SPF Economie.



Genoeg van ongewenste reclameoproepen? Reageer!

Ben je maar al te goed bekend met de eindeloze ongewenste telefoontjes van marketingbureaus die je hun producten proberen te verkopen? Verzin je het ene na het andere excuus om ze af te wimpelen? Maak daar meteen een einde aan door je in te schrijven op [de "Bel-me-niet-meer-lijst"](#). Marketingbedrijven zijn nadien verplicht om jouw telefoonnummer en naam van hun contactlijsten te schrappen. Als bedrijven je, ondanks je inschrijving op de lijst, toch blijven bellen voor marketingdoeleinden, dan kun je dat melden bij het [federale meldpunt](#).





Federale Overheidsdienst
Sociale Zekerheid
Service public fédéral
Sécurité sociale

Monitoring de la situation sociale et de la protection sociale en Belgique

L'analyse annuelle du SPF Sécurité Sociale concernant le monitoring de la situation sociale et de la protection sociale en Belgique a été publiée ce vendredi 29 novembre 2019. Basée sur les indicateurs sociaux européens, ce rapport donne un large aperçu des tendances et des défis sociaux actuels en Belgique. [Cliquez sur ce lien pour le découvrir.](#)

Monitoring van de sociale situatie en sociale bescherming in België

Het jaarlijks rapport van de FOD Sociale Zekerheid betreffende de monitoring van de sociale situatie en sociale bescherming in België deze vrijdag 29 november 2019 werd gepubliceerd. Gebaseerd op de Europese sociale indicatoren geeft het rapport een breed overzicht van trends en actuele uitdagingen. [Klik hier om het rapport te lezen.](#)



LA REVUE **échos** FÊTE SES 15 PRINTEMPS !

DU CRÉDIT ET DE L'ENDETTEMENT

JEUDI 5 DÉCEMBRE 2019,
À PARTIR DE 10H
À LA PIANOFABRIEK,
RUE DU FORT 35,
(SAINT-GILLES)

PRÉSENTATION D'OUTILS
DE PRÉVENTION ET
DU SURENDETTEMENT,
LUNCH



EN AVANT-PREMIÈRE,
UNE LECTURE D'EXTRAITS
DE LA PIÈCE DE THÉÂTRE
« APNÉE »,
SUR LE SURENDETTEMENT
(EN PRÉPARATION POUR 2020)

RÉSERVATION SOUHAITÉE : MMX@ALTER.BE - INFOS/CONTACT : WWW.ECHOSDUCREDIT.BE - 02 541 85 20



Ce 21 novembre, l'Observatoire était invité à la Banque de France pour (in)former les équipes de gestionnaires de dossiers de surendettement de Lille et Dunkerque sur le traitement du surendettement en Belgique. La matinée d'échanges fut riche et des collaborations sont en cours d'élaboration. Plus d'information dans nos prochaines newsletters.



Sommaire du numéro 63

Éditorial*Happy Birthday et Save the date!***Épingle**

Du crédit à taux d'intérêt négatif ?

Prévention

Trapes: des outils en construction

Au FaitL'assurance protection juridique:
pour un meilleur accès à la justice?**Dossier**

Gérer le surendettement quand il n'y a aucun disponible

Interview

Joël Hubin: vu de Bruxelles et de Liège ou les enseignements d'une mobilité instructive

Humeur

Prière de respecter la procédure, SVP!

RCD

Attention, jurisprudence fraîche!

Anniversaire

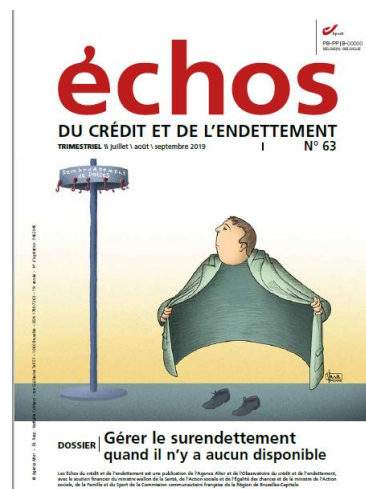
Une conférence gesticulée pour les dix bougies de Medenam

À lire

Un dico sur l'argent et ses expressions

Télex

- De faux bureaux de recouvrement
- Un Neuf Essentiels sur la dette,
- AgriRessources, pour cultiver les ressources des agriculteurs)



Au Moniteur Belge – In het Belgische Staatsblad

Code de droit économique (C.D.E.)

Avis - Crédits hypothécaires - Variabilité des taux d'intérêt - Indices de référence - Arrêté royal du 14 septembre 2016 relatif aux coûts, aux taux, à la durée et aux modalités de remboursement des contrats de crédits soumis à l'application du livre VII du Code de droit économique et à la fixation des indices de référence pour les taux d'intérêts variables en matière de crédits hypothécaires et de crédits à la consommation y assimilés :

- [Octobre 2019 \(M.B.22.10.2019, p.100331\)](#)
- [Novembre 2019 \(M.B.18.11.2019, p.106751\)](#)

Mots-clés: *Code de droit économique - Crédit à la consommation - Crédit hypothécaire - Taux d'intérêts variable (crédits)*

Wetboek van economisch recht (W.E.R.)

Bericht - Hypothecaire kredieten - Veranderlijkheid der rentevoeten - Referte-indexen - Koninklijk besluit van 14 september 2016 betreffende de kosten, de percentages, de duur en de terugbetalingsmodaliteiten van kredietovereenkomsten onderworpen aan boek VII van het Wetboek van economisch recht en de vaststelling van referte-indexen voor de veranderlijke rentevoeten inzake hypothecaire kredieten en de hiermee gelijkgestelde consumentenkredieten :

- [Oktober 2019 \(B.S.22.10.2019, blz.100331\)](#)
- [November 2019 \(B.S.18.11.2019, blz.106751\)](#)

Trefwoorden: *Wetboek van economisch recht - Consumentenkrediet - Hypothecair krediet - Veranderlijke rentevoeten (kredieten)*

Crédit social

[Arrêté ministériel du 28 mai 2019 portant approbation du règlement spécifique des crédits accordés par la Société wallonne du Crédit social et par les guichets du crédit social \(M.B. 8.10.2019, p. 92670\)](#)

[Arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits en fonds B2 par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie \(M.B. 18.10.2019, p. 99012\)](#)

[Arrêté ministériel du 28 mai 2019 portant approbation du règlement spécifique des crédits accordés en fonds B2 par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie \(M.B. 28.10.2019, p. 102728\)](#)

Mot-clé : *Crédit social hypothécaire (Région wallonne)*

Sociaal lening

[Ministerieel besluit van 29 mei 2019 tot goedkeuring van het specifieke reglement van de kredieten toegestaan door de "Société wallonne du crédit social" \(Waalse maatschappij voor sociaal krediet\) en de "Guichets du crédit social" \(Sociaal kredietloketten\) \(B.S. 8.10.2019, blz. 92670\)](#)

[Besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot goedkeuring van het algemeen reglement houdende de algemene beginselen op grond waarvan de kredieten uit Fonds 2 door het « Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie » \(Fonds voor de huisvestingsfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië\) toegestaan worden \(B.S. 18.10.2019, blz. 99012\)](#)

[Ministerieel besluit van 28 mei 2019 houdende goedkeuring van het specifiek reglement van de kredieten toegekend uit Fonds B2 door het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" \(Huisvestingsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië\) \(B.S. 28.10.2019, blz. 102728\)](#)

Trefwoorden: *Juridische bijstand - Juridische tweedelijnsbijstand (Juridische bijstand) – Rechtsbijstand*

Energie

[Arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz \(M.B. 23.10.2019, p. 100458\)](#)

Mots-clés : *Energie (Electricité et gaz) : Facture - Défaut de paiement - Compteur à budget*

Energie

[Besluit van de Waalse Regering van 2 mei 2019 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt en het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt \(B.S. 23.10.2019, blz. 100458\)](#)

Trefwoorden: *Energie (Elektriciteit en aardgas): Facture - Wanbetaling – Budgetmeter*

Fonds social de l'eau

[Arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 relatif au Fonds social de l'Eau, modifiant certaines dispositions du Code de l'Eau et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes \(M.B. 29.10.2019, p. 102891\)](#)

Mot-clé : *Fonds social de l'eau*

Sociaal Waterfonds

[Besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019 betreffende het Sociaal Waterfonds, tot wijziging van sommige bepalingen van het Waterwetboek en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 houdende uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen \(B.S. 29.10.2019, blz. 102891\)](#)

Trefwoord : *Sociaal Waterfonds*

Prix à la consommation

[Indice des prix à la consommation du mois de septembre 2019 \(M.B. 30.09.2019, p. 89530\)](#)

L'indice des prix à la consommation s'établit à 108.44 points.

L'indice santé s'élève à 108.58 points.

L'indice santé lissé s'élève à 106.76 points.

[Indice des prix à la consommation du mois d'octobre 2019 \(M.B. 31.10.2019, p. 103282\)](#)

L'indice des prix à la consommation s'établit à 108.83 points.

L'indice santé s'élève à 108.98 points.

L'indice santé lissé s'élève à 106.75 points.

Mot-clé : *Prix à la consommation*

Indexcijfer van de consumptieprijzen

[Indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand september 2019 \(B.S.30.09.2019, blz. 89530\)](#)

Het indexcijfer van de consumptieprijzen bedraagt 108.44 punten.

De gezondheidsindex bedraagt 108.58 punten.

De afgevlakte gezondheidsindex bedraagt 106.76 punten.

[Indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand oktober 2019 \(B.S. 31.10.2019, p. 103282\)](#)

Het indexcijfer van de consumptieprijzen bedraagt 108.83 punten.

De gezondheidsindex bedraagt 108.98 punten.

De afgevlakte gezondheidsindex bedraagt 106.75 punten.

Trefwoord: *Consumptieprijzen*

Service des créances alimentaires

[Arrêté royal du 1er octobre 2019 portant exécution de l'article 13 de la loi du 21 février 2003 créant un service des créances alimentaires au sein du SPF Finances en ce qui concerne la formation des registres de perception et recouvrement \(M.B. 24.10.2019, p. 100772\)](#)

Mots-clés : *Nature de la dette : Créance alimentaire - Service des créances alimentaires (Secal) : Registre de perception et de recouvrement*

[Taux applicable pour l'année civile 2020 en exécution de l'article 414, § 1er, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992. - Taux applicable pour les années civiles 2019 et 2020 en exécution de l'article 10, § 2, alinéa 3 de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances. - Avis \(M.B. 31.10.2019, p. 103278\)](#)

Mots-clés : *Nature de la dette : Créance alimentaire - Service des créances alimentaires (Secal) : Intervention - Taux d'intérêt de retard*

Dienst voor alimentatievorderingen

[Koninklijk besluit van 1 oktober 2019 tot uitvoering van artikel 13 van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financien met betrekking tot de opmaak van innings- en invorderingsregisters \(B.S. 24.10.2019, blz. 100772\)](#)

Trefwoorden: *Aard van de schuldvordering: Alimentatievordering - Dienst voor alimentatievorderingen (Davo): Inning en invorderingsregister*

[Rentevoet voor het kalenderjaar 2020 in uitvoering van artikel 414, § 1, derde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. - Rentevoet voor de kalenderjaren 2019 en 2020 in uitvoering van artikel 10, § 2, derde lid van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën. - Berichten \(B.S. 31.10.2019, blz. 103278\)](#)

Trefwoorden: *Aard van de schuldvordering: Alimentatievordering - Dienst voor alimentatievorderingen (Davo): Tegemoetkoming - Rentevoet van de nalatigheidsinteressen*

Taux annuel effectif global

[Avis. - Crédit à la consommation. - Taux annuels effectifs globaux \(TAEG\) maxima. - Arrêté royal du 4 août 1992 relatif aux coûts, aux taux, à la durée et aux modalités de remboursement du crédit à la consommation, article 7bis \(M.B. 10.10.2019, p. 93502\)](#)

Mot-clé : *Taux Annuel Effectif Global [T.A.E.G.] (crédit à la consommation)*

Maximaal Jaarlijks Kostenpercentages

[Bericht. - Consumentenkrediet. - Maximale jaarlijkse kostenpercentages \(JKP's\). - Koninklijk besluit van 4 augustus 1992 betreffende de kosten, de percentages, de duur en de terugbetalingsmodaliteiten van het consumentenkrediet, artikel 7bis \(B.S. 10.10.2019, blz. 93502\)](#)

Trefwoord: *Maximaal Jaarlijks Kostenpercentages [J.K.P.] (consumentenkrediet)*

Personnes protégées

[Arrêté royal du 24 novembre 2019 modifiant l'arrêté royal du 31 août 2014 fixant les modalités de création, de tenue et de consultation du registre central des contrats de mandat en vue d'organiser une protection extrajudiciaire et du registre central des déclarations relatives à la désignation d'un administrateur ou d'une personne de confiance, en ce qui concerne les déclarations de désignation d'un tuteur \(M.B. 27.11.2019, p. 108710\)](#)

Mot-clé : *Code de droit économique - Crédit à la consommation - Crédit hypothécaire - Taux d'intérêts variable (crédits)*

Beschermde personen

[Koninklijk besluit van 24 november 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 augustus 2014 houdende vaststelling van de regels inzake oprichting, beheer en raadpleging van het centraal register van lastgevingsovereenkomsten met het oog op het regelen van een buitengerechtelijke bescherming en van het centraal register van verklaringen betreffende de aanwijzing van een bewindvoerder of vertrouwenspersoon, met betrekking tot de verklaringen tot aanwijzing van een voogd](#)

Trefwoord: *Buitengerechtelijke wetboek - Centraal register van lastgevingsovereenkomsten - Centraal register van verklaringen*

Au Parlement – In het Parlement

Aide juridique et assistance judiciaire

[Proposition de loi tendant à garantir par une disposition légale le droit à l'aide juridique de deuxième ligne et à faciliter l'accès à celle-ci en augmentant les seuils d'accès \(Chambre, 55-463\)](#)

Mots-clés : *Aide juridique - Aide juridique de 2^e ligne*

Juridische bijstand en rechtsbijstand

[Wetsvoorstel tot waarborging, middels een wettelijke bepaling, van het recht op juridische tweedelijnsbijstand en ter facilitering van de toegang ertoe door een verhoging van de toegangsbegrenzungen \(Kamer, 55-463\)](#)

Trefwoorden: *Juridische bijstand - Juridische tweedelijnsbijstand*

Aides sociales

[Proposition de loi visant à supprimer en principe la possibilité pour le CPAS de récupérer les frais exposés au titre de l'aide sociale dans le cadre de l'admission de personnes âgées en maison de repos \(Chambre, 55-597\).](#)

Mot-clé : *Aides sociales - Frais d'hébergement - Récupération - Centre Public d'Action Sociale (C.P.A.S.)*

Sociale hulp

[Wetsontwerp tot principiële afschaffing van de terugvorderingsmogelijkheid door het OCMW van de kosten gemaakt voor maatschappelijke dienstverlening in het kader van de opname van ouderen in een rusthuis \(Kamer, 55-597\).](#)

Trefwoord: *Sociale hulp - Kosten voor huisvesting - Teruginning - Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn (O.C.M.W.)*

Energie

[Proposition de loi relative à la mention du plan tarifaire le plus avantageux sur la facture de clôture des fournisseurs d'énergie \(Chambre, 55-530\)](#)

Mots-clés: *Energie - Electricité et gaz – Facture*

[Proposition de révision de l'article 23 de la Constitution, en vue d'assurer l'accès à l'énergie et à l'eau \(Sénat, 7-14\)](#)

[Proposition de révision de l'article 23 de la Constitution, en vue d'y ajouter le droit à l'eau et à l'énergie \(Sénat, 7-33\)](#)

Mots-clés: *Energie - Electricité et gaz - Eau - Droits fondamentaux - Vie conforme à la dignité humaine*

Energie

[Wetsvoorstel betreffende het vermelden van het meest gunstige tariefplan op de slotfactuur van energieleveranciers \(Kamer, 55-530\)](#)

Trefwoorden: *Energie - Elektriciteit en aardgas – Facture*

[Voorstel tot herziening van artikel 23 van de Grondwet om de toegang tot energie en water te verzekeren \(Senaat, 7-14\)](#)

[Voorstel tot herziening van artikel 23 van de Grondwet met het oog op het invoeren van een recht op water en op energie \(Senaat, 7-33\)](#)

Trefwoorden: *Energie - Elektriciteit en aardgas - Grondrechten - Menselijke waardigheid*

Huissiers de justice

[Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne le délai de prescription de l'action des huissiers de justice \(Chambre, 55-525\)](#)

Mots-clés: *Huissiers de justice - Délai de prescription*

[Proposition de loi de simplification administrative et d'amélioration de la transparence dans le cadre du fonctionnement des huissiers de justice \(Chambre, 55-711\)](#)

Mots-clés: *Huissiers de justice - Statut - Vente publique de biens meubles*

Gerechtsdeurwaarders

[Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, inzake de verjaringstermijn in verband met de rechtsvordering van gerechtsdeurwaarders \(Kamer, 55-525\)](#)

Trefwoorden: *Gerechtsdeurwaarders – Verjaringstermijn*

[Wetsvoorstel tot administratieve vereenvoudiging en betere transparantie in het kader van de werking van gerechtsdeurwaarders \(Kamer, 55-711\)](#)

Trefwoorden: *Gerechtsdeurwaarders - Statuut - Openbare verkoop van onroerende goederen*

Logement

[Proposition de loi visant à prévoir des sanctions pénales pour les personnes qui de manière intentionnelle et répétitive ne paient pas leurs loyers \(Chambre, 55-512\)](#)

Mots-clés: *Logement - Arriérés de loyer*

Huisvesting

[Wetsvoorstel tot instelling van strafsancties jegens personen die opzettelijk en herhaaldelijk verzuimen hun huurgeld te betalen \(Kamer, 55-512\)](#)

Trefwoorden: *Huisvesting - Huurachterstand*

Recouvrement amiable de dettes

[Proposition de loi portant dispositions diverses relatives au paiement de la facture et modifiant la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur \(Chambre, 55-620\).](#)

Mots-clés: *Recouvrement amiable de dettes - Procédure - Frais - Médiation de dettes*

[Proposition de loi visant à encadrer les pénalités qui peuvent être réclamées au consommateur en cas d'inexécution ou d'exécution partielle d'une obligation de sommes \(Chambre, 55-501\)](#)

Mots-clés: *Recouvrement amiable de dettes - Frais - Clauses abusives (Pratique du marché et protection du consommateur)*

Minnelijke invordering van schulden

[Wetsvoorstel houdende diverse bepalingen met betrekking tot de betaling van de factuur en tot wijziging van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument \(Kamer, 55-620\)](#)

Trefwoorden: *Minnelijke invordering van schulden - Kosten - Procedure - Schuldbemiddeling*

[Wetsvoorstel tot instelling van lagere kosten die van de consument kunnen worden gevorderd bij niet-betaling of gedeeltelijke betaling van een openstaande schuld \(Kamer, 55-501\)](#)

Trefwoorden: *Minnelijke invordering van schulden - Kosten - Onrechtmatige bedingen (Marktpraktijken en consumentenbescherming)*

Recouvrement de dettes judiciaire

[Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le délai de prescription de l'action en recouvrement des cotisations spéciales de sécurité sociale, l'article 64 de la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires \(Chambre, 55-541\)](#)

Mots-clés: *Recouvrement de dettes judiciaire - Voies d'exécution forcées - Nature de la dette : Créances sociales - Prescription : Délai (Droit civil)*

[Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la liste des biens corporels insaisissables \(Chambre, 55-710\)](#)

Mots-clés: *Biens et revenus insaisissables et incessibles*

Gedwongen invordering van schulden

[Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 64 van de wet van 28 december 1983 houdende fiscale en begrotingsbepalingen, wat de verjaringstermijn van de vordering tot invordering van de bijzondere bijdragen voor sociale zekerheid betreft \(Kamer, 55-541\).](#)

Trefwoorden: *Gedwongen invordering van schulden - Middelen tot tenuitvoerlegging - Aard van de schuldvordering: Sociaal schuldvordering - Verjaring : Termijn (Burgerlijk recht)*

[Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de lijst van onbeslagbare lichamelijke goederen betreft \(Kamer, 55-710\)](#)

Trefwoorden: *De niet voor beslag of overdracht vatbare van de inkomsten en goederen*

Télécommunication

[Proposition de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, en vue de lutter contre le surendettement lié aux dettes de GSM \(Chambre, 55-564\).](#)

Mot-clé : *Défaut de paiement (Télécommunication)*

[Proposition de loi modifiant le Code de droit économique et la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques afin d'élargir la banque de données de la Centrale des crédits aux particuliers à l'enregistrement des défauts de paiement de factures de télécommunications \(Chambre, 55-617\).](#)

Mots-clés : *Défaut de paiement (Télécommunication) - Centrale des crédits aux particuliers : Enregistrement*

[Proposition de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques en ce qui concerne l'octroi automatique du tarif social \(Chambre, 55-642\).](#)

Mot-clé : *Tarif social (Télécommunications)*

Telecommunicatie

[Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie teneinde overmatige schuldenlast als gevolg van schulden door gsm-gebruik te bestrijden \(Kamer, 55-564\)](#)

Trefwoord: *Wanbetaling (Telecommunicatie)*

[Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van economisch recht en de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie teneinde de gegevensbank van de Centrale voor Kredieten aan Particulieren uit te breiden met de registratie van wanbetalingen betreffende telecomrekeningen \(Kamer, 55-617\).](#)

Trefwoorden: *Wanbetaling (Telecommunicatie) - Centrale voor Kredieten aan Particulieren: Registratie*

[Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie met betrekking tot de automatische toekenning van het sociaal tarief \(Kamer, 55-642\)](#)

Trefwoord: *Sociaal tarief (Telecommunicatie)*

Les décisions de jurisprudence ci-dessous, commentées par l'Observatoire, ont été publiées dans le numéro 63 des Echos du Crédit et de l'Endettement

C.T. Liège (8e ch. B. - Division Neufchâteau) 3 avril 2019 (R.G. 2019/BU/4)

La Cour confirme la décision du tribunal. Le requérant ne peut pas être admis à la procédure en RCD dès lors qu'il ne répond pas aux conditions d'admissibilité¹. Ce dernier a la qualité d'entreprise au sens de l'article I.1.1° du CDE.

[Pour lire le commentaire](#)

C.T. Liège (7e ch. - Division Namur) 9 mai 2019 (R.G. 2019/BN/1)

La Cour confirme la décision du tribunal. La requérante ne peut pas être admise à la procédure en RCD dès lors qu'elle ne répond pas aux conditions d'admissibilité². Cette dernière ne prouve pas la cessation de ses activités commerciales depuis plus de 6 mois et peut donc toujours être qualifiée d'entreprise au sens de l'article I.1.1° du CDE.

[Pour lire le commentaire](#)

T.T. Hainaut (5e ch. - Division de Charleroi) 11 avril 2019 (R.G. 12/153/B)³

En leur qualité de caution des engagements de leur fils à l'égard de son ancien bailleur, les demandeurs sollicitent leur décharge. Le Tribunal leur octroie une décharge partielle en limitant le montant de leur engagement compte tenu de l'absence de caractère disproportionné de celui-ci.

[Pour lire le commentaire](#)

T.T. Hainaut (5e ch. - Division de Charleroi) 25 avril 2019 (R.G. 13/637/B)

Le Tribunal rappelle les principes de répartition du solde disponible sur le compte de médiation en présence de plusieurs créanciers privilégiés après un jugement de révocation.

[Pour lire le commentaire](#)

¹ Article 1675/2 CJ.

² Article 1675/2 CJ.

³ Ce jugement fait l'objet d'un appel. Nous ne manquerons évidemment pas de vous informer des suites réservées à celui-ci en cas de réformation du jugement.

T.T. Brabant Wallon (7e ch. - Division Nivelles) 20 mai 2019 (R.G. 11/190/B)

Le Tribunal rappelle que la décision d'admissibilité a notamment pour conséquence l'égalité des créanciers et la suspension du cours des intérêts pendant la durée de la procédure⁴.

[Pour lire le commentaire](#)

T.T. Hainaut (5e ch. - Division Charleroi) 11 avril 2019 (R.G. 10/108/B)

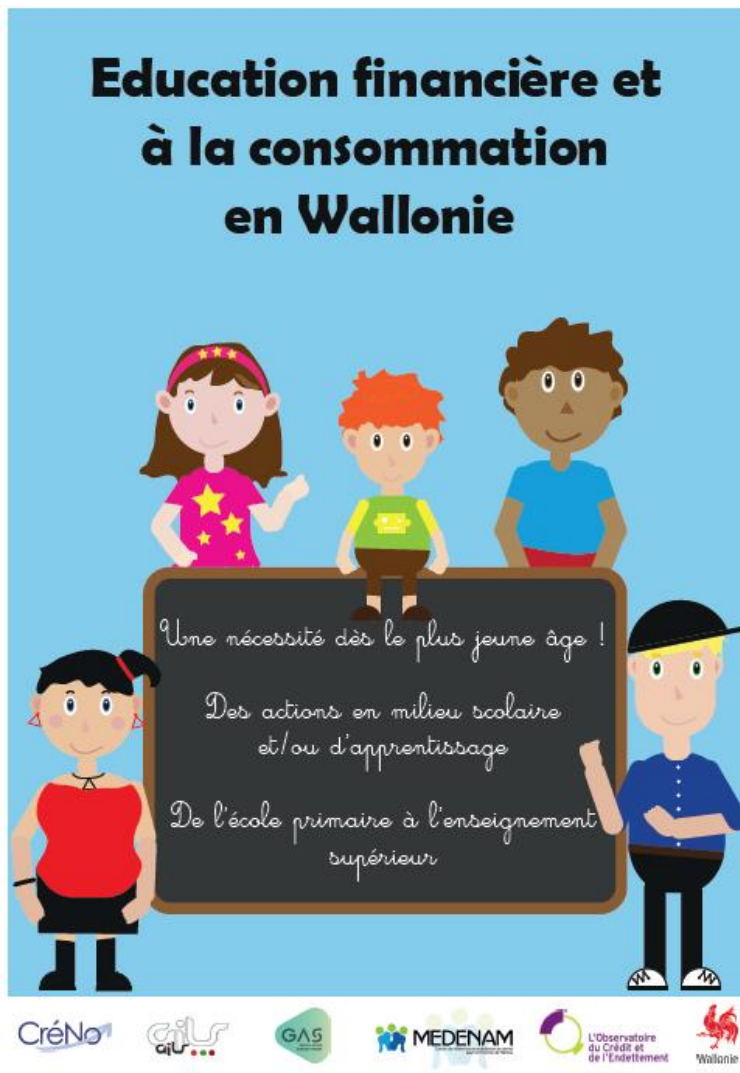
Le Tribunal clôture la procédure en règlement collectif de dettes, rappelle quelques principes et revoit l'état de frais et honoraires du médiateur de dettes.

[Pour lire le commentaire](#)

⁴ Article 1675/7, §1^{er}, C.J.

Prévention – Preventie

L'éducation financière et à la consommation en Wallonie



L'Observatoire a participé, en collaboration avec les Centres de référence en médiation de dettes, au salon de l'éducation qui se déroulait au Heysel du 21 au 23 novembre 2019.

Ce fut l'occasion de promouvoir, auprès des écoles et du secteur extra-scolaire, les différentes animations et initiatives menées en Wallonie par les acteurs institutionnels du secteur du surendettement que sont les Centres de Référence et l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement.

Nous vous invitons à découvrir les actions réalisées à destination des enfants et des jeunes adultes en [cliquant sur ce lien](#).



Fin.